

## **POINT DE LA SITUATION ET RECOURS**

Comme vous le savez nous avons décidé l'an dernier de proposer au CSE de mandater un cabinet d'Expertise Comptable dans le cas d'un droit d'alerte en lien avec la création de notre société Bambooh Services.

La situation de RJ a précipité la présentation du rapport car l'Expert était toujours en attentes de document dont le contrat de prêt passé avec la banque pour obtenir le PGE (Prêt Garanti par l'Etat).

Nous avons eu ce mardi 6 juin, la restitution du rapport qui nous pouvons le dire est d'une qualité de travail remarquable, pendant plus de 3.30 heures, le cabinet est venu expliquer ce qu'il a découvert tout au long de sa mission et dès le début il y avait déjà des éléments significatifs qui indiquaient une restructuration programmée de longue date.

Des échanges ont eu lieu pendant un long moment sur la procédure de redressement judiciaire, la direction n'a eu aucun argument concret à part dire et répéter en boucle, nous aussi nous subissons et souffrons de cette situation !

Devant la pertinence de nos experts, la direction n'a pas eu d'autre choix que d'écouter et n'ayant que très peu d'arguments à opposer, l'ensemble des élu/es ont donné un avis favorable en soulignant le travail fourni par l'expert qui a confirmé que rien de ce que nous subissons actuellement n'est lié au hasard, mais aussi et c'est le plus important le cabinet ALTER à pointé du doigt les risques majeurs liés à la procédure de redressement et les futurs impacts sur l'emploi et le devenir de la société.

Cette réunion a été l'occasion d'interpeller la direction sur la situation psychologique d'un très grand nombre de salariés, le cabinet a rappelé à cette occasion l'obligation de l'employeur en termes de garantie au droit à la santé sécurité, il a indiqué que l'employeur est responsable pénal de la santé mentale et physique de l'ensemble du personnel, que le fait d'avoir connaissance de situations à risques l'oblige à réagir ou alors d'assumer le risque pénal en cas de non prise en considération de cette situation !

Nous avons convenu, de continuer de nous faire assister pour la suite et bien sur de nouveau faire appel au cabinet ALTER qui a été proposé en 2022 par la CGT et il faut le rappeler. ALTER, sera donc à nos côtés pour nous aider à ce que la direction ne puisse pas mettre en œuvre son plan comme elle l'a prévu.

Les véritables responsables de ce que nous subissons sont les actionnaires qui se sont succédé, le groupe DERICHEBOURG et le groupe SAMFI INVEST. Ces montages financiers ne laissent aucun doute et c'est encore plus vrai après lecture du rapport de nos experts, sur les réelles intentions.

Aujourd'hui, à peine un an à la création de la structure c'est la cata, les clients se barrent, les factures s'accumulent, nous devons travailler avec des outils et véhicules en fin de vie et nous mettons même parfois nos vies en péril ...

Là, aussi quand ce sujet a été abordé et que nos experts sont intervenus, la direction a fait semblant d'apprendre les problèmes, nous devons pour remplir nos obligations de travail, utiliser des outils et moyens qui sont en bout de course !

Nous devons suppléer à du personnel manquant, faire des heures à rallonge et tout ça pour à la fin subir un PSE dans le cadre d'un redressement...

### **NOUS NE LAISSERONS RIEN PASSER !**

Nous avons prévenu la direction mais aussi, l'administrateur judiciaire, que nous avons bien l'intention de tout mettre en œuvre pour faire reconnaître que ce montage était dès le départ un plan pour faire supporter une fois de plus par l'argent public une diminution de la masse salariale...

Hors de question qu'ils nous imposent un PSE à ras des pâquerettes, les moyens doivent être à la hauteur du groupe qui est derrière et puis, notre lucidité nous amène quand même à nous dire que, moins nous aurons d'effectif moins nous pourrons faire le taff et donc moins les objectifs seront atteignables...

Ce qui veut dire, que le projet est en réalité une quasi mort annoncée de bambooh service et surtout de ces salariés !!!

La CGT comme a son habitude est en ordre de bataille, mais il faudra aussi à un moment votre intervention, nous allons déclencher toutes les procédures possibles en CSE (nous avons décidé d'y aller tous ensemble...).

La direction doit donc comprendre que plus que jamais nous sommes motivés à ne rien lâcher, DERICHEBOURG à largement les moyens de satisfaire nos légitimes exigences... A suivre.